

Halte au feu !



Emmanuel Chartier-Kastler (AIHP 1984)
Président de l'AAIHP

La coupe est pleine :

- Un urgentiste, non représentatif de la profession, qui s'autorise à porter des jugements hâtifs sur l'organisation hospitalière.
- Des affaires douloureuses ayant abouti à mort d'homme dans des circonstances exceptionnelles jetant le discrédit sur le fonctionnement hospitalier par des commentaires médiatiques inopportuns.
- Un hôpital critiqué pour sa productivité insuffisante lors de l'analyse des comptes annuels de la santé.
- Des patients qui abusent du système de soins et notamment de l'accès aux urgences "médicochirurgicales" et surtout des transports sanitaires.
- Des médecins surchargés par une activité de non soins, particulièrement administrative, imposée et obligeant à délaisser les patients.
- Des honoraires médicaux misérables et laissant planer le doute sur la réelle valeur ajoutée du clinicien.
- Une administration de contrôle du corps médical qui ne sait pas rechercher les vraies déviations médicales ni les prescriptions abusives mais qui se contente dorénavant de mettre une pression superposant les codes, les formulaires et les logiciels informatiques de recueil de données ("Big brother is watching you").
- Un ministère qui semble vouloir accuser les médecins et eux seuls de la consommation de soins en augmentation.

Mais enfin pourquoi les médecins ne comptent-ils que si peu dans le débat ? Parce que depuis toujours la division syndicale savamment entretenue permet aux décideurs d'organiser le système de santé sans eux !

Aussi paraît-il urgent que la génération des jeunes médecins et médecins en formation refusent de passer 10 à 15 ans sur les bancs de la faculté et de la formation professionnelle pour devenir des exécutants transformés en super-salariés aux revenus en décalage complet avec la société civile. Jamais les médecins n'avaient demandé la réduction du temps de travail ou la réduction de leur activité de garde ou permanence des soins. Elle leur a été imposée de fait par l'évolution de la société et la volonté administrative de mettre leur pratique dans des tableaux, chiffres et cadres analysables.

La médecine de soins ne se décide pas : elle se vit et impose ce que nous avons tous choisis, c'est-à-dire du temps et de la disponibilité pour nos patients, compensés par des niveaux de rémunération (libéral ou public) justifiant de ne pas compter toutes les minutes passées à expliquer, rassurer, accompagner ou annoncer des diagnostics parfois douloureux. N'oublions pas que les patients et donc la population sont les seuls propriétaires du système de soins.

Alors chers patients si vous souhaitez continuer à avoir des médecins affables, compétents et humains pour votre suivi diagnostique et thérapeutique,

- acceptez de ne pas jeter l'opprobre au moindre accident mais de comprendre la responsabilité qui fait la noblesse de notre engagement en respectant le système de soins dont nous sommes tous responsables pour l'améliorer et assurer le suivi de bonnes pratiques,
- acceptez que la santé ait un coût et que la médecine ne peut pas se payer en comparaison des services matériels de la vie quotidienne,
- comprenez que nous vous devons la qualité et le contrôle de notre activité et de nos bonnes pratiques mais que la relation médecin/patient impose un respect mutuel,
- n'abusez pas de votre praticien en pensant au temps médical dont vous privez vos contemporains dans de telles situations,
- comprenez que le moteur de la qualité des soins et de l'excellence de la médecine française réside d'abord dans ses hommes et ses médecins,
- comprenez que la maladie peut aboutir à la mort malgré les progrès médicaux et l'énergie des équipes médicales sans que votre médecin ne soit pour autant responsable de cette mort. Les mythes de la jeunesse éternelle ou de l'immortalité n'ont plus lieu d'être.

Chacun aura à subir directement les conséquences dans sa vie quotidienne en cas de démotivation ultime des médecins cliniciens : elle est proche.